



EMPLOIS DE VIE SCOLAIRE (EVS) : 30 JUIN, 30 000 SALARIES A LA RUE

Paris, le 25 juin 2009

Il reste 06 jours avant que 30000 EVS, embauchés dans le cadre du plan de cohésion sociale de JL Borloo par le ministère de l'Education nationale soient renvoyés au Pôle Emploi.

Embauchés en 2006 pour remplir des fonctions d'aide à la direction d'école ou d'accompagnement des enfants handicapés, les EVS ont rempli leur mission dans les écoles.

L'Etat, le ministère du Travail et le ministère de l'Education nationale et leurs représentants (préfets, directeurs départementaux du travail et de la formation professionnelle, recteurs), n'ont pas rempli leur part du contrat : la formation et l'accompagnement de ces salariés. Pendant trois ans, ces EVS n'ont rien eu de l'accompagnement prévu dans leur contrat en terme de formation et de suivi de projet d'insertion professionnelle.

Réservés aux bénéficiaires du RMI et des allocations de fin de droits ou de l'AAH, l'accès aux emplois d'EVS avait permis à beaucoup d'entre eux de sortir de la situation de grande précarité dans laquelle ils étaient et de retrouver une reconnaissance professionnelle et sociale.

Arrivés au terme de leurs contrats, le gouvernement fait fi des expériences qu'ils ont acquises au sein des équipes et auprès des élèves en situation de handicap; Il organise un turn-over général, s'abstenant ainsi d'offrir des solutions et des perspectives aux 30 000 personnes concernées.

Dans le contexte de crise économique et sociale actuelle, la fin du contrat signifie , pour eux, un retour à la case départ, au Pôle Emploi, à une plus grande précarité.

Le Gouvernement, les ministères de l'emploi et de l'éducation nationale doivent prendre en compte la situation de ces salariés dans le cadre du plan de lutte contre le chômage et la protection des plus démunis.

Nous exigeons une prolongation de leur contrat au delà de juin 2009.

Nous exigeons que l'Etat, le ministère du Travail et le ministère de l'Education Nationale

respectent leurs engagements en terme d'accompagnement et de formation et donnent à leurs représentants les moyens de les mettre en oeuvre.

Les 100 000 signataires de la pétition unitaire n'acceptent pas que le 1er juillet 30 000 EVS soient jetés à la rue.

Nous renouvelons notre demande de rendez-vous auprès du premier ministre.

Thierry Cadart, Secrétaire Général du SGEN-CFDT

Christian Chevalier, Secrétaire Général du SE-UNSA

Gilles Moindrot, Secrétaire Général du SNUipp-FSU

Catherine Perret, Co-secrétaire Générale de l'UNSEN-CGT

Murielle Michelin, Présidente de l'UNCEVS

Contacts presse :

SNUipp-FSU – Mathilde Radzion (01 44 08 69 32)

SE-UNSA – Brigitte Biardoux (01 44 39 23 93)

SGEN-CFDT – Edith Meaume (01 56 41 51 02)

UNSEN-CGT – Nicole Hennache (01 48 18 81 47)

UNCEVS – Muriel Michelin (06 18 99 50 43)